

freine aujourd'hui : c'est notre économie. Les brise-glaces coûtent cher. Tout comme les troupes de danseurs et les programmes sociaux, et les autres instruments de souveraineté.

La question de la souveraineté et de l'identité souveraine du Canada n'est pas nouvelle pour moi. Je connais quelque chose de mon pays dans mes deux langues. Il y a quatre ans, j'ai lutté pendant huit longs mois pour faire modifier une mesure constitutionnelle, précisément parce que je crois qu'elle était une offense à l'essence même de mon pays. Dans ma carrière, j'ai eu l'honneur à deux reprises d'aider la population canadienne à afficher sa vraie nature en réaction à des crises à l'étranger — dont une en Éthiopie et une dans les mers de l'Indochine — en faisant montre de générosité et d'esprit de sacrifice. Comme mon Premier ministre et bon nombre de mes collègues, je me suis intéressé activement à la politique pour chercher à concrétiser la vision chère à M. Diefenbaker; et j'ai eu l'honneur, il y a un mois, d'annoncer des décisions souveraines qui devraient garantir cette intégrité du Nord canadien qu'il a proclamée.

Je connais quelque chose de ce pays — sa force, ses contradictions, son sentiment de vulnérabilité. À mon avis, nous sommes devenus ces dernières années beaucoup plus forts en tant que communauté nationale, et beaucoup plus sûrs de notre compétitivité.

La vision canadienne du Nouveau Monde est différente du Grand rêve américain. Elle se fonde sur nos valeurs propres et s'inspire de notre culture, de notre histoire, de notre climat et de notre géographie. Les Canadiens ont le droit d'exiger que le gouvernement préserve ces valeurs et les protège.

Lorsque la « Politique nationale » a été introduite en 1879, le Canada en était encore à ses balbutiements. Les barrières commerciales étaient considérées comme une composante nécessaire d'un programme économique général visant à unifier le nouveau pays sur un axe est-ouest, à coloniser l'Ouest par un réseau de transport transcontinental et à établir un secteur manufacturier national.

Mais le Canada de 1985 n'est plus, dans la famille des nations, le fragile nouveau venu qu'il était à la Confédération. Nous avons mûri, tout comme les attentes de nos citoyens. Il est maintenant approprié que le Canada s'affirme davantage, tant au plan de son identité que de ce qu'il peut réaliser.

Comme je l'ai mentionné, nos relations économiques avec les États-Unis n'ont cessé de se resserrer depuis plusieurs décennies. Peut-on croire sérieusement que les Canadiens ont aujourd'hui moins le sentiment de leur identité nationale qu'ils ne l'avaient en 1935? Le sentiment de notre unicité est-il moins essentiel aujourd'hui qu'il l'était il y a 50 ans?

Pensons à une époque encore plus récente. Dans les années 70, nous avons été témoins d'une sérieuse division entre le Québec et le reste du Canada, et nous avons vu d'amères querelles entre l'Est et l'Ouest du pays. Ces divisions n'avaient rien à voir avec le resserrement de nos relations économiques avec les États-Unis. Elles étaient le fait de problèmes locaux et historiques. Et nous les avons surmontées. Le Canada d'aujourd'hui est un pays mature et uni, prêt à défendre sa position dans le monde.

La décision d'engager des négociations avec les États-Unis n'affaiblira pas notre souveraineté. Elle